

Une formation professionnelle est toujours payante

La part d'actifs bénéficiant d'une formation de degré tertiaire a fortement augmenté en Suisse ces 20 dernières années. Les diplômes professionnels restent toutefois déterminants sur le marché du travail. *Manuel Aepli, Andreas Kuhn, Jürg Schweri*

Abrégé La structure éducative a sensiblement évolué ces 20 dernières années en Suisse. La part des personnes titulaires d'un diplôme de degré tertiaire a en particulier sensiblement augmenté, tandis que la proportion d'actifs dont la plus haute qualification est une formation professionnelle initiale a notablement reculé. Complexes, les causes de cette évolution ne sauraient être réduites à de simples facteurs individuels liés à la demande. Des différences parfois majeures s'observent entre les différents diplômes de formation, la plupart ne variant cependant guère au fil du temps. Globalement, il apparaît que les diplômes de formation professionnelle restent déterminants sur le marché suisse du travail.

La proportion d'employés diplômés d'une haute école (université, haute école spécialisée ou pédagogique) a quasiment triplé entre 1999 et 2019, passant de 10 à 29%. Dans le même temps, la part d'actifs ayant une formation professionnelle initiale comme

plus haute qualification a reculé de 52 à 36%. Comment expliquer ce phénomène ?

Le système éducatif a tout d'abord changé au niveau institutionnel. Les hautes écoles pédagogiques (HEP) et spécialisées (HES) ont en effet été intégrées au niveau tertiaire dans

le courant des années 1990, créant ainsi un nouvel accès à l'enseignement supérieur avec la maturité professionnelle. De plus en plus de personnes obtiennent depuis lors un diplôme de degré tertiaire après avoir terminé une formation professionnelle initiale.

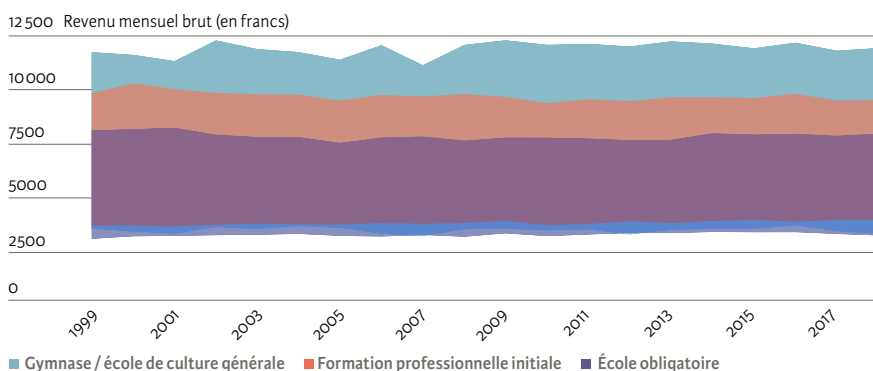
Parallèlement, la proportion de jeunes titulaires d'une maturité gymnasiale a également augmenté – principalement jusqu'à la fin des années 1990 – avant de se stabiliser. La hausse du taux de maturités gymnasiales a toutefois encore des répercussions sur le marché du travail. Actuellement, les cohortes

Un apprenti dans la pépinière de la fondation LBB, à Bâle. La part d'employés ayant un apprentissage comme plus haute formation a fortement reculé.

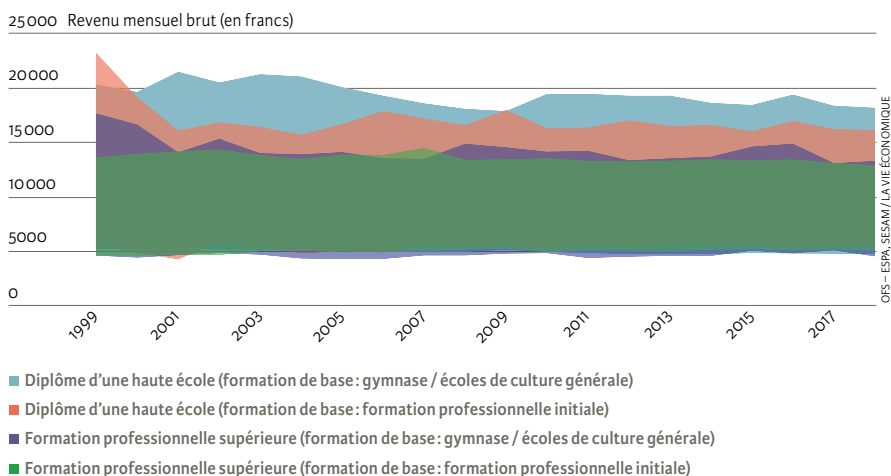


III. 1. Répartition salariale selon la filière de formation (1^{er} et 9^e déciles, 1999–2018)

a) Personnes sans diplôme de degré tertiaire



b) Personnes titulaires d'un diplôme de degré tertiaire



Exemple de lecture : les graphiques montrent la répartition des salaires mensuels bruts pour un poste à 100 % selon la filière de formation. La ligne inférieure indique le premier décile, la ligne supérieure le neuvième décile. Ainsi, dans l'illustration 1a, les 10 % les mieux rémunérés titulaires d'un diplôme de fin de scolarité obligatoire ont gagné plus de 7945 francs en 2018, contre moins de 3327 francs pour les 10 % les moins bien rémunérés. Les 80 % restants, qui ont quitté l'école obligatoire sans diplôme supplémentaire, touchent un salaire situé dans la zone bleue foncée.

Pour une meilleure vision du graphique, voir www.lavieeconomique.ch.

plus anciennes ne comptant que quelques diplômés du gymnase quittent le marché du travail. Ce mouvement fait croître la proportion de titulaires d'une maturité, alors même que le taux de maturités gymnasiales dans le système éducatif n'a guère progressé ces dernières années¹. Étant donné que de nombreuses personnes fréquentent l'université ou une HES après avoir terminé leurs études secondaires, la part d'actifs ayant un diplôme universitaire comme plus haute qualification augmente.

De nombreux actifs diplômés de l'université ont par ailleurs immigré en Suisse à partir du milieu des années 1990². En outre, la participation des femmes hautement qualifiées au marché du travail a notamment progressé.

Le changement structurel responsable de cette évolution ?

Cette tendance s'explique-t-elle par l'évolution de la demande des entreprises ou le comportement des individus (offre) ? L'immigration de personnes hautement qualifiées est par exemple liée à une demande correspondante de la part des entreprises, mais subit également l'influence des systèmes de formation et les décisions des autres pays. L'évolution de la demande des entreprises pourrait également être stimulée par des changements dans la structure des branches³. Les évaluations des auteurs du présent article n'étaient toutefois guère ces hypothèses, la tendance à une qualification supérieure touchant pratiquement tous les secteurs. Un changement dans la valeur individuelle des

formations peut-il éventuellement fournir des indications plus précises pour savoir si les évolutions observées sont davantage liées à l'offre ou à la demande ?

La Haute école fédérale en formation professionnelle (HEFP) a étudié cette question sur mandat de la Confédération⁴. Dans ce cadre, la valeur individuelle des formations fait référence à la réussite mesurable sur le marché du travail de personnes ayant suivi une formation différente.

Salaires médians très disparates

Les salaires constituent un signal de pénurie particulièrement important sur le marché du travail. Alors que le salaire réel médian a continué d'augmenter légèrement ces 20 dernières années en Suisse, il est resté comparativement stable au sein des groupes ayant suivi la même filière. L'augmentation du salaire médian s'explique donc en grande partie par le fait que davantage de personnes acquièrent une formation de degré tertiaire, gagnant ainsi mieux leur vie. La différence entre le salaire médian mensuel des diplômés d'une haute école et celui des personnes sans formation post-obligatoire est d'environ 4900 francs. Il n'y a en revanche guère d'écart chez les titulaires un diplôme de degré tertiaire comparable (par exemple un diplôme universitaire), qu'ils aient suivi une formation professionnelle initiale ou le gymnase comme première formation⁵.

On constate par ailleurs que la répartition salariale des actifs ayant suivi des filières différentes se chevauche parfois considérablement : le neuvième décile des personnes ayant suivi l'enseignement scolaire obligatoire est ainsi plus élevé (voir *illustration 1a*) que le premier décile des personnes ayant achevé une formation de degré tertiaire (voir *illustration 1b*). Il y a donc toujours un certain nombre de personnes sans formation post-obligatoire qui gagnent davantage que celles au bénéfice d'un diplôme de degré tertiaire. Cela montre qu'un titre de degré tertiaire n'est ni une condition indispensable, ni la garantie d'un poste mieux rémunéré que la moyenne, même si les revenus élevés sont plus fréquents, notamment chez les diplômés d'une haute école. Ce phénomène s'explique en grande partie par les importantes différences de salaire entre les secteurs.

1 Voir CSRE (2018).

2 Voir notamment Wanner et Steiner (2018).

3 Voir Nathani et al. (2017) et Aepli et al. (2017).

4 Voir Aepli, Kuhn et Schweri (2021). L'étude a été commandée par le Secrétariat d'État à l'économie, sur mandat de la Commission de surveillance du fonds de compensation de l'assurance-chômage.

5 Ce constat correspond aux études empiriques qui traitent spécifiquement de cette question, notamment Backes-Gellner et Geel (2014), Oswald-Egg et Renold (2021) ainsi que Saltiel (2021).

Les illustrations montrent que les bas salaires – c'est-à-dire les premiers déciles – sont assez proches les uns des autres, aussi bien pour les personnes sans diplôme que pour celles ayant obtenu un diplôme de degré tertiaire : les salaires du décile inférieur se situent entre 3000 et 4000 francs sans titre de degré tertiaire (voir *illustration 1a*) ; ils évoluent entre 5000 et 6000 francs avec un tel diplôme (voir *illustration 1b*). Une analyse plus précise montre que la formation professionnelle initiale offre une certaine « protection » contre les bas salaires : le premier décile de salaire des personnes ayant accompli une formation professionnelle initiale est légèrement plus élevé dans les deux illustrations. Ainsi, en 2018, le premier décile de revenu des personnes avec une formation professionnelle initiale comme qualification la plus élevée était supérieur d'environ 610 francs à celui des actifs au bénéfice d'une formation générale de degré secondaire II.

La situation professionnelle des personnes ayant suivi des filières différentes présente en outre certaines disparités. Les résultats montrent que les personnes dont le plus haut diplôme est une formation professionnelle initiale connaissent un chômage sensiblement inférieur par rapport aux individus ayant une formation gymnasiale. Les individus qui ont accompli une formation professionnelle initiale profitent en outre d'un taux d'activité professionnelle plus élevé que celles ayant une formation gymnasiale – indépendamment du fait d'avoir obtenu un diplôme de niveau tertiaire.

La formation professionnelle reste déterminante

Malgré la nette hausse des diplômes de degré tertiaire (souvent obtenus via une maturité gymnasiale), la formation professionnelle

initiale a conservé sa place de choix en tant que principale formation en Suisse ces 20 dernières années. Les indicateurs de la réussite sur le marché du travail des diplômés d'une formation professionnelle initiale (avec ou sans qualification tertiaire ultérieure) continuent de montrer des perspectives encourageantes : les taux d'emploi sont élevés et le chômage demeure faible.

Selon les indicateurs du marché du travail, les personnes ayant obtenu ultérieurement un diplôme de degré tertiaire ne sont pas désavantagées par rapport à celles qui ont fréquenté le gymnase. Ce constat confirme la réussite d'une meilleure perméabilité entre formation professionnelle initiale et niveau tertiaire depuis les années 1990, ainsi que de la valorisation de la formation professionnelle supérieure.

On ne constate globalement aucun déséquilibre entre l'offre et la demande de bénéficiaires d'une formation professionnelle initiale qui affecterait leurs perspectives d'emploi ou la valeur de leur formation. Au contraire, le fait que les personnes possédant une formation professionnelle initiale ont en moyenne plus de chances de trouver un emploi et que ce type de formation protège mieux contre les bas salaires explique le niveau toujours élevé de la demande sur le marché du travail.

Il apparaît en outre que chaque secteur connaît des évolutions parfois sensiblement différentes des autres. Ainsi, les personnes qui travaillent dans un secteur où l'emploi recule ou qui sont diplômées dans une profession bien spécifique sont confrontées à la question cruciale de savoir si elles peuvent réorienter leur carrière dans un autre secteur sans subir de désavantage au niveau salarial. La mobilité entre les emplois, les secteurs et les professions et la perméabilité du système éducatif resteront probablement déterminantes à l'avenir pour permettre aux actifs de

réagir à des changements comme l'innovation technologique. À ce jour, les travailleurs ont choisi des filières qui semblent les avoir bien préparés aux défis du marché du travail.



Manuel Aepli

Chercheur principal, Haute École fédérale en formation professionnelle (HEFP), Zollikofen (BE)



Andreas Kuhn

Chercheur principal et chargé de cours, Haute école fédérale en formation professionnelle (HEFP), Zollikofen (BE)



Jürg Schweri

Professeur et codirecteur de l'axe prioritaire de recherche « Pilotage de la formation professionnelle », Haute école fédérale en formation professionnelle (HEFP), Zollikofen (BE)

Bibliographie

- Aepli M., Kuhn A. et Schweri J. (2021). « La valeur des formations sur le marché du travail suisse ». *Principes de base de la politique économique*, n°31, Secrétariat d'État à l'économie, Berne.
- Aepli M., Angst V., Iten R., Kaiser H., Lüthi I. et Schweri J. (2017). *Impact de la numérisation sur les compétences requises par le marché du travail*. Rapport final à l'attention du Secrétariat d'État à l'économie.

- Backes-Gellner U. et Geel R. (2014). « A comparison of career success between graduates of vocational and academic tertiary education ». *Oxford Review of Education*, 40(2), 266–291.
- CSRE – Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation (2018). *L'éducation en Suisse – rapport 2018*.
- Nathani C., Hellmüller P., Rieser C., Hoff O. et Nesarajah S. (2017). *Les causes et effets dus au changement structurel sur le marché du travail suisse*. Rapport final à l'attention du Secrétariat d'État à l'économie.

- Oswald-Egg M. E. et Renold U. (2021). « No experience, no employment: The effect of vocational education and training work experience on labor market outcomes after higher education ». *Economics of Education Review*, 80, 102065.
- Saltiel F. (2021). « Fast-tracked to success: Evidence on the returns to vocational education in Switzerland ». *Annals of Economics and Statistics*, 142, 5–44.
- Wanner P. et Steiner I. (2018) « Une augmentation spectaculaire de la migration hautement qualifiée en Suisse ». *Social Change in Switzerland*, n°16, octobre.